

En Grande-Bretagne, une lutte serrée contre l'islam radical

En visite, mercredi, à Londres pour une réunion sur la lutte contre le djihad, le ministre de l'intérieur français, Bernard Cazeneuve, s'est dit intéressé par les méthodes de prévention employées par les Britanniques. Leur application, depuis les attentats de 2005, n'est pourtant pas sans conséquence sur la liberté de culte des musulmans. Londres de notre correspondant

C'est pour « *discuter ensemble* » et « *aller plus loin dans le démantèlement des filières* » djihadistes, comme l'a résumé Bernard Cazeneuve, que les ministres de l'intérieur français, britannique et belge, ainsi que le secrétaire d'État allemand aux affaires étrangères étaient réunis, mercredi, à Londres. Et visiblement, cet échange d'expériences a été enrichissant pour le ministre français.

Lors d'une conférence de presse, il a souligné que « *le basculement des ressortissants (européens) ne se fait pas au contact de la fréquentation de l'islam radical dans les mosquées* », mais que les candidats au départ sont « *des individus dans une solitude extrême. Ils se retrouvent alors sur Internet où la violence n'a pas de limite et où la propagande se diffuse.* » Surtout, Bernard Cazeneuve a tenu à saluer l'efficacité des Britanniques et s'est montré intéressé par plusieurs initiatives prises outre-Manche: « *La diffusion de contre-messages positifs (...), avec des témoignages très sincères de jeunes qui sont revenus* » et la participation des associations communautaires aux opérations de prévention. « *Cela va nous inspirer* », a-t-il souligné.

Ces tactiques sont intégrées à la stratégie « Prevent » (prévenir en français), déployée en Grande-Bretagne par l'ancien premier ministre Tony Blair, à la suite des attentats du 7 juillet 2005, au cours desquels des musulmans radicalisés ont tué 52 personnes. Ce programme vise à arrêter la propagation d'idéologies extrémistes, à identifier les personnes vulnérables avant leur radicalisation et à les aider à trouver une place dans la société.

« *Prevent différencie les musulmans respectueux de la loi et les terroristes*, explique Sara Silvestri, maître de conférences en politique internationale à City University London, notamment spécialisée sur l'islam en Europe. *En théorie du moins. Dans les faits, tous les musulmans sont surveillés car les autorités ne savent pas comment les gens se radicalisent et elles considèrent donc que tous peuvent devenir des terroristes.* » Les sermons des imams, les rencontres entre musulmans, même les échanges de courriels et les appels téléphoniques, sont ainsi scrutés.

Parallèlement, le gouvernement fournissait pendant les années 2000 des subventions aux associations locales, en échange de quoi leurs responsables gardaient l'œil sur leur communauté. Avec l'application de mesures d'austérité, la manne financière s'est tarie et les autorités organisent à la place des événements publics où les musulmans peuvent s'exprimer, un moyen censé canaliser leur colère. Mais la méthode est moins efficace. Preuve de leur désarroi actuel, les responsables de la lutte antiterroriste ont même lancé la semaine dernière un appel aux femmes musulmanes pour qu'elles découragent leurs fils et leur mari de s'engager militairement en Syrie...

Cette attention toute particulière portée à l'ensemble des musulmans installés au Royaume-Uni pose clairement la question de leur liberté religieuse. « *Les Britanniques ont utilisé le fait que la liberté religieuse est subordonnée au devoir de l'État de protéger ses citoyens dans la Convention européenne des droits de l'homme pour légitimer leur comportement sécuritaire*, indique Sara Silvestri. *C'est d'autant plus préoccupant que l'exemption, en principe temporaire, du droit à la liberté religieuse est devenue permanente depuis 2005. Si les membres du gouvernement actuels sont plus prudents que leurs prédécesseurs dans leurs expressions médiatiques et différencient très nettement musulmans et terroristes, leur stratégie sécuritaire n'a pas changé.* »

Au contraire. Conscientes de l'échec relatif de leur stratégie – comme l'ont récemment montré le meurtre, commis par deux jeunes radicalisés, d'un soldat dans le quartier londonien de Woolwich, ainsi que la multiplication des départs des djihadistes en Syrie –, les autorités ont récemment durci leur position. L'évolution a été annoncée cet automne par l'apparition dans le débat des plus hauts responsables de la sécurité du Royaume-Uni, une tâche jusqu'alors réservée aux responsables politiques.

Concrètement, Londres a révélé que toute personne de retour de Syrie pourrait être interrogée et arrêtée dès son entrée sur le sol britannique. Plusieurs arrestations ont depuis été effectuées. Parallèlement, la ministre de l'intérieur, Theresa May, a poussé à l'extrême une loi de 2006 qui autorise le gouvernement à retirer la citoyenneté britannique à tout détenteur d'une double nationalité présentant un risque pour le pays. Depuis 2010, elle a en effet profité du départ à l'étranger d'au moins 16 individus nés au Royaume-Uni pour annuler leur citoyenneté, faisant ainsi de certains d'entre eux des apatrides. Une mesure réprouvée mercredi par Bernard Cazeneuve. La Cour suprême a depuis déclaré cette décision illégale, sans que ses victimes aient recouvré leur passeport britannique.

DE BOURBON Tristan

<http://www.la-croix.com/Archives/2014-05-02/En-Grande-Bretagne-une-lutte-serree-contre-l-islam-radical-2014-05-02-1144994>

